



Note d'actualité – 6 octobre 2023

CARREFOUR INTENSIFIE SES LIENS AVEC LA COLONISATION ILLÉGALE DE LA PALESTINE

INTRODUCTION

Dix mois après la publication du rapport *Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne*¹ suivie d'une campagne très active conduite par les organisations signataires du rapport pour faire cesser cette complicité, le géant français de la distribution a annoncé lors de son Assemblée générale des actionnaires tenue en mai 2023 qu'il n'y aurait pas de magasin Carrefour dans les colonies. Cette annonce, totalement insuffisante et contredite par la suite doit cependant être appréciée comme un premier résultat de la campagne d'actions.

Carrefour a inauguré 50 magasins à son enseigne en Israël, à grand renfort de communication en Israël et en France, tout en annonçant l'ouverture prochaine d'une centaine d'autres. Des informations, dont certaines émanaient directement de Carrefour, ont depuis lors montré que le groupe français est en train de renforcer ses liens avec la colonisation par le biais de nouveaux accords de partenariat passés avec des sociétés israéliennes fortement impliquées dans la colonisation.

Ce renforcement des liens de Carrefour avec la colonisation intervient au moment où la colonisation israélienne affiche encore plus ouvertement son mépris pour les droits humains depuis l'arrivée en Israël d'un gouvernement d'extrême droite, dont plusieurs ministres sont ouvertement racistes et suprémacistes. Depuis le début de l'année 2023, plus de 200 Palestiniens et Palestiniennes, dont de nombreux enfants, ont été tués par l'armée d'occupation. Chaque jour les colons, encouragés par les appels au meurtre de Palestiniens par des ministres fascistes, attaquent des villages palestiniens et terrorisent leurs habitants. Chaque jour des habitations et des infrastructures palestiniennes sont détruites, comme à Jénine qui a vécu deux journées d'horreur en juillet 2023. La complicité de Carrefour qui apparaissait déjà scandaleuse au moment de la signature des accords avec Electra Consumer Products et Yenot Bitan en mars 2022, n'en est que plus insupportable et révoltante aujourd'hui.

L'objet de ce document est de compléter le rapport rappelé ci-dessus, en l'actualisant, en particulier avec les suites aux déclarations faites lors de l'Assemblée générale des actionnaires. Il y sera également question de montrer, dans le détail, l'ensemble des liens de Carrefour avec la colonisation.

¹ <https://www.france-palestine.org/Rapport-Les-liaisons-dangereuses-du-groupe-Carrefour-avec-la-colonisation>

1. DERNIÈRES INFORMATIONS SUR LA PRÉSENCE DE CARREFOUR DANS DES COLONIES ISRAÉLIENNES

1.1 Lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 26 mai 2023, Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour a déclaré, en réponse à une question posée par un actionnaire : « *Aucun magasin Carrefour ne sera présent dans les territoires occupés. Il n'y a pas de complicité. Nous veillerons sur ce point à prévenir tout risque* ».

1.2 Réactions en Israël après cette déclaration : Cette déclaration n'est pas passée inaperçue en Israël où elle a été largement reprise par la presse. Pour ne citer qu'un exemple, le site Inn.co.il² écrit : « *Laurent Vallée, l'un des hauts responsables de Carrefour, a répondu sans équivoque : "Carrefour ne sera pas présent sur les territoires de Judée-Samarie et il est obligé d'éviter la complicité avec le crime"* »

Cette déclaration a provoqué de très vives réactions comme le relèvent plusieurs médias :

- The Marker³: « *Carrefour boycotte-t-il les colons ? La publication des propos d'un cadre de la chaîne française selon lesquels la chaîne n'opérerait pas au-delà de la Ligne verte a déclenché une vague de réactions contre Carrefour sur les réseaux sociaux* ».
- ICE⁴ : « *Vivez-vous en Judée-Samarie ? Vous ne verrez probablement pas une agence Carrefour de près. Le géant français de la distribution qui est entré en Israël il y a quelques semaines a promis de renforcer la concurrence sur le marché, mais il s'avère que tous les citoyens de l'État d'Israël n'en bénéficieront pas* ».

La presse israélienne rapporte également des réactions très virulentes comme celle du journaliste Yaakov Achimair, lauréat du Prix Israël dans le domaine de la communication⁵: « *Le lauréat du Prix Israël Yaakov Achimair appelle le gouvernement à agir contre la chaîne alimentaire Carrefour si elle boycotte les habitants de Judée-Samarie (...) Un « boycott antisémite », comme cela est apparemment prévu par Carrefour, ne sera pas autorisé* ».

La presse israélienne rapporte également que cette annonce n'a pas été appréciée au plus haut niveau de l'État

- Inn.co.il⁶: « *Rappelons que le premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre de l'Economie Nir Barkat ont également participé à la cérémonie de lancement de la chaîne, et il semble qu'aucun d'eux n'apprécie la décision telle qu'elle a été rendue lors de l'assemblée des actionnaires.* »

1.3 Face à ces réactions Carrefour s'empêtre dans ses contradictions. La presse israélienne affirme que Carrefour est revenu sur ses engagements pris le 26 mai, lors de l'Assemblée générale des actionnaires.

² <https://www.inn.co.il/news/606940>

³ <https://www.themarker.com/consumer/2023-07-07/ty-article/.premium/00000189-2fd0-d145-a1e9-3ff680940000>

⁴ <https://www.ice.co.il/finance/news/article/970940>

⁵ <https://www.inn.co.il/news/607083https://urlz.fr/mIs6>

⁶ <https://www.inn.co.il/news/606940>

- Le média 14 rapporte que le Ministère israélien de l'économie a interrogé la direction mondiale du groupe Carrefour⁷:
- « *Après une conversation tenue entre la direction mondiale et les hauts responsables du bureau (du ministère), il est apparu clairement que Carrefour n'avait pas pris une telle décision et a souligné que l'ouverture de succursales en Israël se fera sur une base économique en général et non selon des pressions politiques.* »
- Selon le site Jewish News Syndicate⁸, le démenti ne serait pas venu de la direction du groupe Carrefour, mais de celle de Carrefour Israël: « *Carrefour Israël a par la suite démenti ces informations, affirmant qu'il "n'était pas au courant d'une telle politique". Il a précisé que "l'ouverture des succursales Carrefour se fera selon un plan d'affaires et non selon des considérations politiques".* »

Face à ces révélations de la presse israélienne, le groupe Carrefour ne peut pas jouer sur les deux tableaux et va devoir préciser ses véritables intentions : s'impliquer ou non dans les colonies israéliennes en y ouvrant des magasins et en tirant des profits de ceux-ci.

1.4 Le contexte politico-économique en Israël rend la situation de Carrefour encore plus difficile :

La crise politique provoquée, en particulier, par les décisions du gouvernement israélien d'extrême droite de limiter considérablement le rôle de la justice dure depuis plusieurs mois. Cette crise politique a des conséquences désastreuses sur l'économie israélienne au point que les grandes banques américaines déconseillent à leurs clients d'investir en Israël et qu'une agence financière internationale évoque un risque considérable pour l'avenir de l'économie israélienne.

Le média allemand *Junge Welt* note que « *les entreprises internationales prendraient à l'avenir un risque énorme en investissant en Israël. Si une entreprise refuse par exemple d'ouvrir des succursales dans des colonies israéliennes illégales en territoire palestinien ou syrien occupé, tout en respectant les obligations du droit international, le gouvernement pourrait lui poser de graves problèmes à l'avenir* »⁹. *Junge Welt* poursuit en évoquant les déclarations faites par le secrétaire général de Carrefour selon lequel il n'y aurait pas d'enseigne Carrefour dans les territoires occupés : « *La droite israélienne a alors appelé à son tour au boycott (de Carrefour), partageant avec le gouvernement et la majeure partie de l'opinion publique l'idée qu'"Israël" englobe également l'ensemble des territoires occupés* ».

Junge Welt poursuit en rappelant une information déjà donnée par le *Times of Israël* selon laquelle Carrefour « *a déjà investi 250 millions de shekels (environ 62 millions d'euros) en Israël* » et en précisant : « *Si l'entreprise souhaitait se retirer de ce contrat au vu des litiges concernant l'exploitation des magasins dans les territoires occupés par Israël, la justice israélienne devrait se prononcer sur d'éventuelles revendications et indemnisations sur une durée de 20 ans. Or, les juges israéliens n'auront à l'avenir plus la possibilité de contredire le gouvernement* ». Et *Junge Welt* conclut : « *Ces conditions mettent les entreprises internationales sous stress. Trois entreprises américaines ont déjà quitté Israël : Electronic Arts, Dropbox et Corning* ».

⁷<https://www.now14.co.il/%D7%94%D7%90%D7%9D-%D7%A8%D7%A9%D7%AA-%D7%94%D7%9E%D7%96%D7%95%D7%9F-%D7%94%D7%A6%D7%A8%D7%A4%D7%AA%D7%99%D7%AA-%D7%AA%D7%9B%D7%A0%D7%A2-%D7%9C%D7%9C%D7%97%D7%A5-%D7%94-bds/>

⁸<https://www.jns.org/jns/bds-movement/23/7/10/301263/>

⁹<https://www.jungewelt.de/artikel/456309.israel-schlecht-fürs-geschäft.html>

2. LE NIVEAU DE COMPLICITÉ DE CARREFOUR AVEC LA COLONISATION S'EST PAR AILLEURS ENCORE ÉLEVÉ

Même dans l'hypothèse, sérieusement remise en cause, où Carrefour n'ouvrirait pas de magasins à son enseigne dans les colonies, de nouveaux éléments viennent relever fortement le niveau de complicité de Carrefour avec la colonisation.

2.1 Yenot Bitan, le partenaire de Carrefour détient des magasins dans 8 colonies, au lieu des 3 annoncées au moment de la publication du rapport :

Le Centre de recherche israélien Who Profits a mené des investigations complémentaires sur Yenot Bitan montrant que le partenaire de *Carrefour* exploite des succursales, sous ses marques Mega et Mehadrin Market dans d'autres colonies que les trois déjà identifiées et mentionnées dans le rapport qui sont Ariel, Maale Adumim et Alfie Menashe. Les nouvelles colonies identifiées par Who Profits sont Beit El, Kokhav Ya'akov, Modi'in-Maccabim-Re'ut et Modi'in Illit, ainsi que Neve Ya'akov à Jérusalem Est¹⁰.

2.2 Les produits de la marque Carrefour sont déjà présents dans tous les magasins Carrefour et Yenot Bitan y compris ceux implantés dans les colonies :

Cette information capitale est confirmée par la presse israélienne. Ainsi, JNS (Jewish News Syndicate) écrit dans l'article déjà cité ci-dessus : « *Carrefour vend déjà ses produits dans tout Israël* ». Cette information a été donnée également sur le site du quotidien Israel Hayom¹¹ et a été confirmée par des observations effectuées dans des magasins Yenot Bitan implantés dans des colonies.



Produits Carrefour dans un magasin Yenot Bitan situé dans la colonie d'Ariel

2.3 Carrefour a récemment noué de nouveaux partenariats avec des sociétés israéliennes œuvrant directement au développement de la colonisation :

Il s'agit tout d'abord de la banque Hapoalim qui est un acteur majeur de la colonisation. À ce titre, la banque Hapoalim est l'une des trois banques israéliennes à figurer dans la base de données de l'ONU des 97 entreprises complices de la colonisation. La banque Hapoalim figure dans cette base

¹⁰ <https://www.whoprofits.org/companies/company/7373?yenot-bitan-carrefour-israel->

¹¹ <https://www.israelhayom.co.il/business/article/14361664>

de données, en particulier pour « *les opérations bancaires et financières contribuant au développement, à l'expansion et à l'entretien des colonies de peuplement et de leurs activités*¹² ».

Dans un article du 7 mai 2023, le site d'information Infos-Israël.news révèle que Carrefour vient de passer un nouvel accord avec deux sociétés financières israéliennes, la banque Hapoalim et Cal (cartes de crédit)¹³: « La semaine dernière, l'Autorité de la concurrence a approuvé un accord de coopération entre Carrefour, Cal et la banque Hapoalim pour créer un club client basé sur une carte de crédit non bancaire ... ». D'après Who Profits, la banque Hapoalim est présente dans 19 colonies israéliennes : Gilo, Givat Ha-Matos, Har Homa, Pisgat Ze'ev, Ramot, Bnei Yehuda, Ariel, Beit Arye, Beitar Illit, Efrata, Elkana, Givat Ze'ev, Karnei Shomron, Kedumim, Kfar Adumim, Kiryat Arba, Ma'ale Adumim, Modi'in Illit, Ma'ale Efraim¹⁴.

Il s'agit ensuite de la société Juganu, l'une des six start-ups de la high tech avec lesquelles Carrefour a annoncé en mai 2023 avoir mis en place un partenariat¹⁵. JUGANU a remporté deux appels d'offres pour des travaux dans les colonies. Pour la colonie de Beitar Illit, il s'agit d'améliorer l'efficacité énergétique dans la technologie LED avec la capacité de mettre en œuvre des systèmes d'intégration de mondes de données et d'intelligence artificielle. Pour le quartier de colonisation de Har Homa à Jérusalem Est, il s'agit du remplacement de tous les appareils d'éclairage à technologie HPS (High Pressure Sodium) par des appareils d'éclairage basés sur la technologie LED.

2.4 Ces nouveaux éléments s'ajoutent au fait que le contrat de franchise qui a permis à Carrefour de s'implanter en Israël a été passé avec une société israélienne très impliquée dans la colonisation : Comme cela est largement documenté dans le rapport *Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne*, Electra Consumer Products a des activités dans les colonies. D'autres sociétés appartenant au même groupe qu'Electra Consumer Products sont également très impliquées dans la colonisation, en particulier la société Electra qui, directement ou par l'intermédiaire de ses nombreuses filiales développe de nombreuses activités dans les colonies (Voir le paragraphe 4.4 du rapport¹⁶). Notons que dans la dernière édition de la Base de Données de l'ONU, qui a été publiée le 30 juin 2023, le groupe Electra reste répertorié dans la liste des entreprises impliquées dans la colonisation israélienne.

CONCLUSION

En actualisant le rapport *Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne*, le présent document entend montrer qu'un peu plus d'un an après l'annonce par Carrefour de son implantation en Israël, la réalité de cette implantation contredit les discours de Carrefour qui se veulent rassurants en aggravant ses violations du droit. La complicité directe et indirecte avec la colonisation - crime de guerre au regard du droit international - apparaît aujourd'hui évidente et assumée par Carrefour. Elle est d'autant plus insupportable qu'elle se renforce au moment même où les crimes qui sont liés à la colonisation s'affichent ouvertement dans toute leur horreur.

En s'associant avec des sociétés liées à la colonisation du territoire palestinien pour s'implanter en Israël, le groupe Carrefour s'est mis dans une situation sans issue : soit il confirme la déclaration

¹² <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G20/053/49/PDF/G2005349.pdf?OpenElement>

¹³ <https://urlz.fr/mgII>

¹⁴ <https://www.whoprofits.org/companies/company/3825?hapoalim-bank>

¹⁵ <https://www.carrefour.com/fr/news/2023/carrefour-noue-des-partenariats-avec-six-start-ups-israeliennes>

¹⁶ <https://urlz.fr/mgQv>

faite lors de l'Assemblée générale des actionnaires selon laquelle il n'y aurait pas de magasins Carrefour dans les colonies, ce qui lui vaudra l'hostilité générale du gouvernement israélien et du lobby de la colonisation extrêmement puissant en Israël y compris dans l'opinion publique, soit il renie cette déclaration en ouvrant des magasins dans les colonies et en continuant d'y vendre ses produits, ce qui aggraverait sa complicité directe avec la colonisation et provoquerait une amplification des campagnes lancées contre lui en France et dans tous les pays où le groupe est présent.

Les organisations signataires du rapport et de ce document renouvellent leur exigence que le groupe Carrefour se conforme aux principes internationaux rappelés dans le rapport en cessant toute activité en lien avec la colonisation israélienne, ce qui implique qu'il mette fin dans les plus brefs délais à ses partenariats avec la société Electra Consumer Products, sa filiale Yenot Bitan et ses nouveaux partenaires fortement impliqués dans la colonisation, la banque Hapoalim et la start-up Juganu.

Pour atteindre au plus vite cet objectif, les organisations signataires appellent à renforcer partout la mobilisation pour faire comprendre à Carrefour qu'il a tout à perdre en persistant dans une complicité avec un crime de guerre qui entache gravement son image et sa réputation.